

**C.N.M.S.S. CRECHE LAMALGUE**  
**28 Av Guiramand 83000 Toulon**

*Amélioration de la sécurité incendie et du clos et du couvert -  
Réalisation de divers ouvrages*

**PHASE PRO/DCE**

**LOTS 01 DESAMIANPAGE**  
**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**



**MAITRISE D'OUVRAGE**

**C.N.M.S.S.**  
247 av. Jacques Cartier – 83090. Toulon Cedex 9

**MAITRISE D'OEUVRE**

**M+ architecture et design**  
Mandataire  
66c Bd Ferdinand de Lesseps - 83000 Toulon  
Tél 04 94 36 06 66  
E-mail : mplus@mplus-architecture.com

**B.E.T STRUCTURE**

**E.P.R.**  
153 rue Charles Lejeune – 83000 Toulon

**BUREAU DE CONTROLE**

**SOCOTEC**  
1110 chemin des Plantades – 83130. La Garde

**SPS**

**ANCO MEDITERRANEE**  
515 avenue de la Tramontane – ZI Athelia IV – 13600. La Ciotat

## SOMMAIRE

### 1 DESAMIANPAGE - ENLEVEMENT DES MATERIAUX A RISQUES

1.1. GENERALITES _____	4
1.1.1 <i>Objet du CCTP</i> _____	4
1.1.2 <i>Documents de référence</i> _____	4
1.1.3 <i>Caractéristiques financières du marché</i> _____	5
1.1.4 <i>Caractéristiques techniques</i> _____	5
1.1.5 <i>Reconnaissance des lieux</i> _____	5
1.1.6 <i>Réglementation applicable au fonctionnement du chantier</i> _____	6
1.1.7 <i>Installation de chantier</i> _____	6
1.1.8 <i>Mesures de sécurité des personnes</i> _____	6
1.1.9 <i>Stockage de matériaux</i> _____	6
1.1.10 <i>Nuisances de chantier</i> _____	6
1.1.11 <i>Enlèvement des déchets</i> _____	7
1.1.12 <i>Nettoyages</i> _____	7
1.1.13 <i>Compte prorata</i> _____	7
1.1.14 <i>Qualification</i> _____	7
1.2. DESCRIPTION DES OUVRAGES _____	8
1.2.1 <i>Installation de chantier</i> _____	8
1.2.2 <i>Plan d'installation de chantier</i> _____	8
1.2.3 <i>Panneau de chantier et panneau publicitaire</i> _____	8
1.2.4 <i>Aire de stockage</i> _____	8
1.2.5 <i>Moyens de levage</i> _____	9
1.2.6 <i>Salle de réunion</i> _____	9
1.2.7 <i>Clôtures - cheminements</i> _____	9
1.2.8 <i>Alimentation du chantier</i> _____	9
1.2.9 <i>Imputation des dépenses</i> _____	10
1.2.10 <i>Sécurité des personnes</i> _____	10
1.2.11 <i>Sécurité des biens</i> _____	10
1.2.12 <i>Installation</i> _____	11
1.2.13 <i>Mesures</i> _____	11
1.2.14 <i>Travaux de désamiantage</i> _____	11
1.2.15 <i>Nettoyage avant mesures libératoires</i> _____	11
1.2.16 <i>Mesures libératoires</i> _____	12

1.2.17 Nettoyage avant mesures de restitution	12
1.2.18 Mesures de restitution	12
1.2.19 Elimination des déchets issus du désamiantage	12
1.2.20 Dossier des ouvrages exécutés	12
1.2.21 Travaux d'enlèvement plomb et termites	12
 1.3 PRESTATIONS	 12
1.3.1 Préalable	12
1.3.2 Administratif	12
1.3.3 Chaufferie gaz	13
1.3.4 Souches et conduits en toitures	13
1.3.5 Conduits en vs	13
1.3.6 Revêtement sol souple et matériaux liés	13

# 1. DESAMIANPAGE - ENLEVEMENT DES MATERIAUX A RISQUES

## 1.1. GENERALITES

### 1.1.1 *Objet du CCTP*

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de renseigner l'Entreprise sur la nature des travaux prévus au présent lot.

Il concerne la réalisation des travaux pour le projet de "l'amélioration de la sécurité incendie et du clos et du couvert - réalisation de divers ouvrages » pour la C.N.M.S.S. crèche Lamalgue, 28 av Guiramand 83000 Toulon

Ce document est associé au cahier des clauses générales « Lot 00 Généralités » regroupant les prescriptions générales devant être connues et respectées par tous les lots et toutes les entreprises.

Le CCTP de chaque lot n'a de valeur contractuelle que dans sa forme intégrale.

### 1.1.2 *Documents de référence*

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment :

- Le règlement sanitaire de la ville de Toulon duquel relève ces locaux
- Les cahiers des charges D.T.U., les règles de calcul D.T.U. publiés par le C.S.T.B., ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou errata, non concernés par les fascicules techniques susvisés.
- Les cahiers des clauses spéciales rattachés au D.T.U. et les mémentos pour la conception, publiés par le C.S.T.B.
- Les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics. (CCAG)

D'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrages qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précédemment cités : Règlement sanitaire départemental,

Les règles de sécurité éditées par le Ministère du Travail

Rapport du Bureau de Contrôle : RICT et notice de sécurité, les rapports du Contrôleur Technique et leurs applications, Rapport du coordonnateur SPS, les avis du coordonnateur de sécurité et leurs applications. Code du travail,

Le Code de la construction et de l'habitation, le Code de l'urbanisme

Liste des Normes applicables au marché :

- Norme NF-P 82.202 : Suspentes
- Norme NF-P 82.204 : Supports de treuils
- Norme NF-P 82.207 : Dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs-pompiers
- Norme NF-P 82.208 : Installation D'ascenseurs (ISO 4190-1)
- Norme NF-P 82-212 : Ascenseurs et monte-charge - Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs électriques
- Normes NF EN 81 et suivantes : Règles de sécurité pour la construction et l'installation d'ascenseurs et monte-charges
- Normes handicapés
- Norme NFC 15.100 et le décret du 14.11.62 relatif à la protection des travailleurs contre les courants électriques.
- au règlement de sécurité contre l'incendie selon le type de bâtiment (dernière édition mise à jour).
- au Code du Travail.
- à la réglementation acoustique, complétée des recommandations habitat et environnement lorsque le programme y est soumis.
- à la réglementation électromagnétique, Directive C.E.M n°89/336/CE.

Les ouvrages seront exécutés conformément aux Règlements en vigueur, à savoir la Directive européenne 95/16/CE transposée en droit français par décret 2000-810 du 24 août 2000.

Le matériel proposé devra être conforme à la norme EN81-A3.

Les Entreprises soumissionnaires devront justifier d'un système d'assurance qualité production conformément à l'Annexe 14 module D ou assurance qualité complète conformément à l'annexe 13 module H.

Les dispositions particulières à chacun des lots sont précisées dans leurs spécifications techniques respectives. Sauf disposition particulière indiquée dans le présent document, la conception, l'exécution sur chantier, la mise en œuvre et le réglage de l'ouvrage, la nature et la qualité des matériaux, la protection de l'ouvrage, la réception et les essais de tout ou partie de l'ouvrage sont, dans leur ensemble, conformes aux normes, règlements, prescriptions techniques, règles et recommandations professionnelles en vigueur, règlement européen des produits de construction.

Les matériaux, produits ou équipements contrôlés périodiquement et certifiés conformes aux normes, par un organisme certificateur accrédité établi dans l'Espace Économique Européen. le site d'AFOCERT (Association Française des Organismes de Certification des Produits de Construction), [www.afocert](http://www.afocert) renseigne sur les certifications de produits de construction existantes en France.

### *1.1.3 Caractéristiques financières du marché*

Le présent CCTP est destiné à faire connaître aux différents intervenants le programme général des travaux.

Le marché est **global et forfaitaire**. L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des prestations tout corps d'état.

L'ensemble des travaux nécessaires au complet achèvement des ouvrages est compris dans le forfait.

Aucune plus-value pour contradictions ou omissions ne sera acceptée après la remise des offres.

Le CDPGF est fourni à titre indicatif par le Maître d'ouvrage. Les quantités inscrites dans la colonne quantités CDPGF ne sont pas contractuelles. L'entreprise doit les vérifier et peut compléter la colonne quantités entreprise avec ses propres quantités. Le cDPGF servira toutefois à l'établissement des situations mensuelles.

Dans le cadre du marché forfaitaire, l'entreprise reste responsable de ces quantités. Les erreurs ou omissions soulevées dans le cadre fourni restent de la responsabilité de l'entreprise adjudicataire qui en tiendra compte dans le montant global de sa soumission.

L'entreprise sera réputée avoir vérifié les métrés et précisera dans sa soumission les modifications apportées.

### *1.1.4 Caractéristiques techniques*

L'entreprise devra inclure dans son offre, tous les éléments non portés au présent CCTP nécessaires à la parfaite réalisation des ouvrages décrits.

L'entrepreneur du présent lot devra fournir tous les plans de détails ou toutes solutions techniques particulières à la maîtrise d'œuvre.

Le titulaire du présent lot est réputé avoir pris connaissance des prestations de l'ensemble des corps d'état et avoir pris en compte tous les éléments nécessaires à la réalisation et finition des ouvrages. Certains détails et spécifications techniques peuvent ne pas être formulés explicitement ou simplement omis, sans pour autant supprimer l'obligation de L'entreprise à les prévoir dans le cadre du parfait achèvement de ses ouvrages. L'entreprise précisera dans son offre avec justification à l'appui, les dispositions qu'elle aura retenues afin que ses ouvrages soient conformes aux réglementations en vigueur. L'entreprise sera réputée avoir effectué toutes les vérifications par rapport au rapport initial de contrôle technique faisant partie intégrante du DCE. Tous ouvrages de mise en conformité seront à la charge exclusive de l'entreprise, qu'ils soient prévus ou non dans son offre si les non conformités étaient connues à la signature du marché.

### *1.1.5 Reconnaissance des lieux*

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Il reconnaît s'être rendu sur site pour apprécier les spécificités de l'opération en termes d'installation de chantier, de voie d'accès, de contrainte de circulations, d'environnement

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- L'état général des existants et leur degré de conservation ;
- L'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant ;
- La nature des matériaux constituant les existants ;

- L'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés, pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique, ou au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché ;
- Les principes constructifs des existants, et plus particulièrement les structures porteuses ;
- La nature et la constitution des planchers et leur flexibilité ;
- En général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot et sur leur coût.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entrepreneurs sont donc réputés avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

### *1.1.6 Réglementation applicable au fonctionnement du chantier*

#### *1.1.7 Installation de chantier*

Le titulaire du présent lot prendra toutes les dispositions nécessaires afin de réaliser une installation de chantier conforme aux demandes du SPS.

Ces dispositions seront précisées, en fonction des caractéristiques des travaux à exécuter lors de l'inspection commune réalisée avec ce dernier notamment les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires à la sécurité et suivra les dispositions prescrites en matière de stockage, de nuisances de chantier et de gestion des déchets décrits dans les articles ci-après.

#### *1.1.8 Mesures de sécurité des personnes*

La sécurité anti-chutes réglementaire sera prévue par l'entreprise, conformément à la réglementation en vigueur concernant la protection des travailleurs, ainsi que le respect des consignes de sécurité en vigueur pour l'utilisation des moyens de manutention et travail en hauteur (filets, harnais, garde-corps, garde-graves, platelages, écrans et tous autres protections nécessaires pour assurer la sécurité, etc..).

Le prix **global forfaitaire** du présent lot comprendra toutes les dispositions à prendre et ouvrages à réaliser pour assurer dans tous les cas la protection contre les chutes.

#### *1.1.9 Stockage de matériaux*

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensable à leur avancement normal, il appartiendra à l'entrepreneur de prendre toutes les dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche, si minime soit-elle.

#### *1.1.10 Nuisances de chantier*

Ces nuisances concernent essentiellement :

- les bruits de chantier ;
- les poussières générées ;
- la gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier ;
- les salissures des voies publiques.

Nuisances sonores

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

loi n°92-1444 du 31 décembre 1992, dite « loi bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus relative à la lutte contre le bruit.

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur est tenu à une obligation de résultat.

Ils devront prendre toutes les dispositions nécessaires concernant les bruits chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître d'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions nécessaires.

Coût des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruit de chantiers. Ces coûts restent à la charge de l'entreprise, ils sont implicitement compris dans le prix du marché.

Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte prorata, sauf dans le cas de mesures ou de dispositions collectives.

#### *1.1.11 Enlèvement des déchets*

L'enlèvement des déchets sera effectué par le lot titulaire de l'installation de chantier dans le cadre de la gestion du compte prorata.

Les déchets de chantiers de bâtiments devront être gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet, dont notamment

- loi n°75-633 du 15 juillet 1975 modifié, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
- loi n°92-646 du 13 juillet 1992 modifié relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement. Loi complétant et modifiant les deux précédentes ;
- loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de l'environnement.

Les déchets et emballages ne devront en aucun cas être mis en vrac aux abords du bâtiment, ils seront traités et évacués, conformément à la réglementation en vigueur à ce sujet, notamment :

- les déchets classés « dangereux » seront évacués en centres d'enfouissement de classe 1 ;
- les déchets inertes, en classe 3.

#### *1.1.12 Nettoyages*

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs

En fin de travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravats.

En résumé, l'entrepreneur devra en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

Les frais de ces nettoyages resteront à la charge de l'entreprise.

En cas de non-respect par l'entrepreneur, des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de ce dernier.

#### *1.1.13 Compte prorata*

L'entreprise du présent lot ayant sa propre installation de chantier provisoire, elle ne participe pas au compte prorata du lot gros œuvre.

#### *1.1.14 Qualification*

L'entreprise soumissionnaire devra obligatoirement posséder les références de qualification professionnelle officielles correspondant aux travaux qu'ils s'engagent à réaliser.

Dans le cas spécifique où l'entreprise n'est pas qualifiée pour l'exécution des travaux de désamiantage, elle présentera son offre en co-traitance ou en sous-traitance avec l'entreprise partenaire qui possède ces qualifications.

Les certificats des qualifications professionnelles des cotraitants et sous-traitants devront être joint à la remise de l'offre.

## 1.2 DESCRIPTION DES OUVRAGES

### 1.2.1 Installation de chantier

Le titulaire du présent lot prendra toutes les dispositions nécessaires afin de réaliser une installation de chantier conforme au PGC.

### 1.2.2 Plan d'installation de chantier

L'entreprise devra établir un plan de ses installations de chantier conforme aux dispositions du planning, du PGCSPPS. Ce plan sera soumis à l'approbation du maître d'œuvre et du coordonnateur S.P.S.

Après approbation, l'entreprise sera autorisée à procéder à l'installation du chantier.

Ce plan précisera les différentes phases de travaux et toute évolution des éléments suivants :

- Le panneau de chantier avec tous les intervenants et leur logo.
  - Les raccordements des réseaux EU/EV, alimentation en eau potable et passages pour réseaux CFO/CFA à la charge des corps d'état concernés.
  - Les clôtures de chantier avec portails et portillons et leurs déplacements à l'évolution des travaux et suivant phasage si nécessaire,
  - Les accès chantier,
  - Les voies d'accès et de circulation des véhicules de chantier et de livraisons.
  - L'implantation des moyens de levage
  - Les zones de stockage et d'accès pour approvisionnement de l'ensemble des corps d'état.
  - L'implantation des bureaux et baraques d'entreprises (dépôts, cantonnement du personnel et équipements nécessaires au personnel de chantier : vestiaires, sanitaires, réfectoires) les bureaux de chantier, etc.
  - L'implantation des vides gravois, benne à déchets et goulottes,
  - Les réseaux d'éclairage et d'alimentation (eau, électricité).
  - Les zones de stockage de l'ensemble des corps d'état. L'entreprise du présent lot assurera toutes responsabilités sur son usage, notamment en matière de sécurité.
  - Les installations sanitaires (vestiaires, sanitaires, petit matériel, réfectoire) seront conformes aux prescriptions du P.G.C.S.P.S. et seront à la charge du présent lot.
- Les installations de chantier sont rendues obligatoires par les lois et décrets du code du travail :
- loi n° 93 1418 du 31/12/93
  - décret n° 94 1159 du 26/12/94
  - décret n° 95 543 du 04/05/95 (articles R238-46 à 56 et R263-3 du code du travail)

### 1.2.3 Panneau de chantier et panneau publicitaire

Fourniture et mise en place d'un panneau de chantier et d'un panneau publicitaire, selon modèles fournis par le Maître d'ouvrage et comportant au minimum :

- Les caractéristiques de l'opération (intitulé, nature, surface, coût, vue en perspective, couleur, etc...)
  - Les références de permis de démolir et de construire,
  - Les noms des divers intervenants et leur logo en couleur.
  - Et, tout autre renseignement complémentaire voulu par le Maître d'ouvrage et l'équipe de conception, -
- Toute information complémentaire selon indications du Maître d'ouvrage
- Dimensions de chaque panneau : 2.5m x 2.5m.

### 1.2.4 Aire de stockage

Elles devront être étudiées en relation avec le CSPPS pour les travaux du présent lot et seront implantées sur le plan d'installation de chantier en fonction des possibilités du terrain.

L'entreprise assurera, à ses frais, la clôture, l'entretien, la remise en état du sol, les déplacements en cours de chantier des aires qui sont affectées.

L'entreprise ne peut élever aucune réclamation au cas où il ne serait pas possible de lui affecter une aire de stockage sur le site du chantier. Elle fera son affaire de toute solution de remplacement dont elle informera le Maître d'œuvre.

### 1.2.5 Moyens de levage

L'entreprise du présent lot prendra toutes les dispositions nécessaires pour que soient assurés tous les moyens de levage (grues, élévateurs, et autres...) nécessaires à la mise en œuvre des ouvrages et fera son affaire des dispositions à prendre pour ces matériels tels que :

- Sécurité et protection,
- Programme, durée et horaires d'utilisation,
- Nuisances sonores,
- Information à tous les corps d'état du montage et démontage.

### 1.2.6 Salle de réunion

Une salle de réunion sera aménagée par l'entreprise du présent lot en accord avec le contrôleur SPS et le Maître d'œuvre.

Elle comportera obligatoirement :

- Une table de réunion modulable permettant à 8 personnes de se tenir assises en sa périphérie.
- Le nombre de chaises suffisant (8 chaises) empilables
- Le chauffage, l'éclairage du bureau de réunion ainsi que l'équipement en moyens de chauffage et de rafraîchissement.

Nota : Cette salle de réunion sera maintenue propre pendant toute la durée du chantier et sera notamment nettoyée préalablement à chaque réunion de chantier. Elle portera l'indication clairement lisible " interdiction de fumer et d'utiliser les téléphones mobiles". Le nettoyage est à la charge du présent lot.

### 1.2.7 Clôtures - cheminements

L'entreprise du présent lot aura à sa charge les clôtures de chantier avec portails et portillons pour ses propres travaux.

Il appartient à l'entreprise de les renforcer et de les entretenir durant toute la durée des travaux. Les clôtures de chantier seront conformes aux spécifications de la maîtrise d'œuvre et du CSPS. Piquets bois scellés dans massifs béton, bacs acier plein hauteur 2.50m uniformément réparties ou par la mise en place d'une clôture de type " HERAS " après accords préalables des services municipaux, du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre, portail accès véhicules et portillons accès piétons. Balisage diurne et panneaux de sécurité et de signalisation réglementaires.

Les aires ainsi clôturées seront sous sa responsabilité.

L'implantation des clôtures, des portails et portillons d'accès devra figurer sur le plan d'implantation du chantier à charge de l'entreprise.

Après son installation, il appartient à l'entreprise du présent lot de la renforcer et de l'entretenir durant toute la durée des travaux.

L'entreprise devra le nettoyage quotidien des voies de circulation à la proximité immédiate du chantier.

### 1.2.8 Alimentation du chantier

L'entreprise du présent lot aura à sa charge, l'ensemble des réseaux d'alimentation eau et électricité chantier, notamment le coffret électrique général, les coffrets électriques de répartition.

Alimentation en eau du chantier :

Il sera prévu à la charge de l'entreprise du présent lot :

- La réalisation du réseau d'alimentation en eau du chantier (installation, bureaux cantonnements).
- Le branchement d'eau potable du chantier.

Ce réseau est constitué par une canalisation raccordée sur le réseau concessionnaire avec-comptage, permettant d'alimenter les points de puisage suivants :

- Bureau de chantier,
- Sanitaires de chantier,
- Réfectoire,
- Chantier.

Ces canalisations seront protégées pour éviter tout risque de gel et de rupture.

Les robinets de puisage comporteront un nez fileté.

Imputation des dépenses de consommation : Les dépenses seront assurées par l'entreprise du présent lot

Alimentation en électricité :

L'entretien du réseau d'énergie électrique du chantier est à la charge de l'entreprise du présent lot.

Ces installations devront être réceptionnées par un bureau de contrôle agréé aux frais de l'entreprise du présent lot.

Ces installations sont à raccorder sur le réseau du concessionnaire avec-comptage.

- Un réseau basse-tension alimentant les installations extérieures :

- Bureaux,
- Sanitaires de chantier,
- Cantonnements,

Tous les travaux concernant ces installations sont exécutés conformément aux normes et prescriptions réglementaires en vigueur, et notamment à la norme ITE C 500, dans leur dernière édition. Les installations sont conformes aux prescriptions du décret 14/11/76 concernant la protection. Le réseau de distribution est conçu de façon à ce qu'un défaut sur antenne quelconque n'entraîne que le minimum de gêne dans l'exploitation du réseau. Les tableaux de distribution se présentent sous la forme de coffrets étanches et comportent chacun :

- 1 prise triphasée de 30 A
- 1 prise monophasée de 16 A pour l'éclairage
- 5 x 2 prises monophasées de 16 A pour les besoins de l'entreprise

Chacune de ces prises ou groupe de 2 prises seront protégés par un disjoncteur différentiel.

### **1.2.9 Imputation des dépenses**

L'entreprise du présent lot aura à sa charge la totalité des frais afférents à son installation de chantier

### **1.2.10 Sécurité des personnes**

L'entreprise est tenue, pour ce qui la concerne, d'assurer l'ordre et la propreté du chantier ainsi que la sécurité réglementaire, aussi bien vis-à-vis des tiers que du personnel travaillant sur le chantier.

La zone de travaux devra être parfaitement signalisée et interdite au public, l'entreprise prenant à cette fin toutes dispositions utiles (mise en place de platelage, garde-corps en bordure de fouilles, etc.).

Règlementations concernant la sécurité et la santé des ouvriers

Le règlement sanitaire départemental type, annexé à la circulaire du 09.08.1978 du Ministère de la Santé et de la Famille, et modifié.

Sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

Sauf dans le cas d'intervention d'un seul entrepreneur sur toute la durée du chantier, un coordinateur interviendra.

L'entrepreneur est contractuellement tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers. Tous les frais en découlant pour l'entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

A ce sujet, il est rappelé l'autorité du coordonnateur sur le chantier : en cas de non-respect des règles définies au PGCSPS et des PPSPS ne mettant pas en cause la vie d'autrui, le coordinateur pourra mettre en demeure l'entreprise de remédier aux manques constatés, copie sera transmise au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre. Dans le cas de non mise en conformité dans le délai énoncé, le coordinateur en informera le maître d'ouvrage par écrit, qui statuera sur l'arrêt ou non de l'entreprise.

En cas de risque grave et immédiat, le coordonnateur aura autorité pour arrêter une entreprise si les règles de sécurité définies dans le PGCSPS, mettant en cause directement la vie des ouvriers, des usagers de la route ou des riverains, n'étaient pas respectées. En cas d'infraction dûment constatée par le CSPS et non corrigée dans les délais impartis, des pénalités seront appliquées suivant le CCAP.

Le coordonnateur disposera alors d'un délai de vingt-quatre heures pour donner son feu vert de redémarrage des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les organismes associés (CRAM, inspecteur du travail, OPPBTP) et le contrôle extérieur si nécessaire seront tenus informés immédiatement, ainsi que le responsable de l'entreprise par fax, de tout arrêt des travaux, précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Dans ces deux cas, une mention sera effectuée dans le registre journal.

### **1.2.11 Sécurité des biens**

Le présent lot devra la fermeture provisoire des clôtures de chantier et du bâtiment pendant ses propres travaux

### 1.2.12 Installation

#### Fluides de chantier

L'Entrepreneur devra le raccordement de son installation sur le réseau existant. Il devra la mise en œuvre d'un groupe électrogène si le chantier présente un risque particulier.

#### Gestion des accès

L'Entrepreneur devra la présence permanente d'une personne à l'extérieur de la zone confinée. En dehors des heures de travail, l'accès sera physiquement condamné.

### 1.2.13 Mesures

L'Entrepreneur devra la réalisation des mesures (prélèvements et analyses) par le laboratoire de son choix. Ce laboratoire devra néanmoins justifier du bénéfice des agréments ministériels (arrêtés du 08/01/1991 et du 07/02/1996 ou arrêté postérieur) pour la réalisation de prélèvements et le comptage de fibres d'amiante. Le lieu, la durée et la fréquence des prélèvements sont à préciser (en conformité avec la législation et à adapter en fonction du chantier). En fin de chantier, l'entreprise devra autant de mesures que nécessaire pour permettre une libération des locaux pour les autres entreprises.

### 1.2.14 Travaux de désamiantage

Les travaux de désamiantage seront réalisés avant les travaux de démolition et ceux des autres entreprises.

Les matériaux issus du désamiantage seront évacués en décharge agréée ou en centre d'inertage dans le cadre des démarches environnementales mises en œuvre par l'état, les collectivités locales, Conseils régionaux et/ou départementaux.

L'entreprise respectera les procédures mises en place par l'arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante :

- Pour la préparation du chantier

- Les protections collectives

- Les équipements de protection individuelle – Les contrôles à effectuer en cours de chantier

L'entreprise prendra en compte les éléments applicables à partir de juillet 2015 pour l'établissement de son offre et à cette fin prendra les mesures nécessaires afin de respecter la valeur limite d'exposition professionnelle définie par le décret n°2012-639 du 4 mai 2012. (10µl à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015)

Les mesures de contrôle de la VLEP seront mesurées selon la méthode de microscopie électronique à transmission analytique.

La mise en place de processus de désamiantage sera définie dans le plan de retrait avec, pour chaque matériau, le classement auquel il appartient dans les 3 niveaux d'empoussièrement définis à l'article R.4412.98 et l'analyse des risques correspondante.

En application du décret, l'entreprise titulaire sera obligatoirement titulaire d'une certification 1552

« Traitement de l'amiante » qui sera fournie dans la remise de l'offre.

**Nota : pour mémoire, toutes les sujétions de confinement pendant les travaux seront comprises dans le montant global forfaitaire de cette prestation. Les localisations ci-dessous sont définies sur la base du rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante, diagnostic technique réalisé par la société AC Environnement sous la référence : n° C2021-SE12-009 en date du 25/01/2022**

Le suivi de ces travaux sera contrôlé par le coordonnateur SPS du projet.

#### Localisation :

**Selon « rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti » précité ci-dessus.**

Nota : Les articles indiqués pour mémoire font partie intégrante des ouvrages à réaliser. Le coût de ces prestations sera inclus dans le montant des prestations valorisées par un prix.

### 1.2.15 Nettoyage avant mesures libératoires

Réalisation de nettoyage de fin de chantier afin de procéder aux mesures libératoires à la charge de l'entreprise.

#### 1.2.16 Mesures libératoires

Après une période d'attente de 48 h réalisation des mesures dites « libératoires »,  
Si les mesures indiquent un niveau inférieur au seuil réglementaire de 5 fibres d'amiante par litre d'air, la phase de restitution commencera, l'entreprise déposera l'ensemble des installations de confinement.

#### 1.2.17 Nettoyage avant mesures de restitution

Réalisation de nettoyage de fin de chantier afin de procéder aux mesures de restitution à la charge de l'entreprise.

#### 1.2.18 Mesures de restitution

Réalisation des mesures dites « de restitution »,  
Si les mesures indiquent un niveau inférieur au seuil réglementaire de 5 fibres d'amiante par litre d'air, le chantier sera déclaré terminé.

#### 1.2.19 Elimination des déchets issus du désamiantage

Exécution des prestations liées à l'élimination des déchets issus des opérations de désamiantage comprenant :

- Stockage
- Manutention
- Élimination en décharge autorisée avec rapport de fin de travaux désamiantage conforme aux exigences de la réglementation en vigueur comprenant notamment les bordereaux de suivi de mise en décharge
- Repliement complet du chantier

#### 1.2.20 Dossier des ouvrages exécutés

L'entreprise fournira le dossier des ouvrages exécutés en 1 exemplaires dématérialisé sur clé USB, il comprendra notamment :

Le plan de retrait diffusé auprès des organismes de prévention accompagné des preuves de réception,  
Les échanges avec les organismes de prévention,  
Le PV du test au fumigène réalisé en présence de la maîtrise d'ouvrage,  
Le PV d'examen visuel des surfaces traitées réalisé par un technicien compétent,  
Les résultats des analyses libératoires et des analyses environnementales,  
Les plans, schémas et croquis permettant de déterminer clairement les zones traitées,  
Les photographies éventuelles,  
Le bordereau de suivi des déchets et le certificat d'enfouissement ou de vitrification des déchets.

#### 1.2.21 Travaux d'enlèvement plomb et termites

Sans objet.

### 1.3 PRESTATIONS

#### 1.3.1 Préalable

Les travaux de désamiantage concerne l'ensemble du projet à l'exception du retrait des revêtements sol (sol PVC et CX) à l'exception d'env. 5M2 dans salle de jeux 2 repère V23 du Diag amiante

#### 1.3.2 Administratif

Retrait amiante **sous-section 3** suivant décrets et réglementation et autres recommandations notamment INRS et CSPS

<https://www.inrs.fr/risques/amiante/reglementation.html>

Réalisation et transmission du dossier « Plan de retrait »

Installation chantier et prestations et mise en oeuvre confinement

Mesures libératoires et de restitution

Localisation : Suivant prescriptions rapport amiante et CSPS en pièce annexes

### 1.3.3 *Chaufferie gaz*

Dépose et évacuation du bruleur de la chaudière gaz existantes  
Neutralisation a charge du lot technique Elec et CVC

Localisation : chaufferie gaz accès nord volume 32

### 1.3.4 *Souches et conduits en toitures*

Dépose et évacuation de souches et conduits amiantés en toiture terrasses

Localisation : Toiture terrasses, suivant repères :  
P148 / P149 / P150 / P151 et S48 S42 S43 S47 S46 S45 S44

### 1.3.5 *Conduits en vs*

Dépose et évacuation conduits de ventilation amiantés « abandonné » en vide sanitaire d'une section d'env. 400 x 400 sur une longueur de 8mL

Localisation : En vide sanitaire non repéré dans dossier amiante

### 1.3.6 *Revêtement sol souple et matériaux liés*

Dépose partielle et évacuation d'un revêtement sol souple yc ragréage colles plinthes et toutes sujétions afin de permettre la création d'une IS dans cette salle de jeux.  
Pour une surface d'env. 5M2 a confirmer sur site

Localisation : Salle de jeux 2 volume 23 repère P21 et P22